



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation
et des élections

Arrêté préfectoral de mise en demeure

DCL - BENV - 2021 - 26 - 3

Société SFAR

ZI Henri Paul
71210 MONTCHANIN

représentée par la

SCP Jean-Jacques DESLORIEUX

Maître Jean-Jacques DESLORIEUX
21 Boulevard de la République
71100 CHALON-SUR-SAONE

**désignée liquidateur judiciaire en son ès-qualités
et représentée par Maître Jean-Jacques DESLORIEUX**

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1, ainsi que les articles R. 512-39-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral n° 08-05122 en date du 13 octobre 2008 autorisant la société SFAR à exploiter un établissement de grosse mécanique (usinage, chaudronnerie, mécano-soudure) sur la commune de MONTCHANIN (Zone Industrielle Henri Paul) ;

VU le jugement du tribunal de commerce en date du 16 septembre 2016, prononçant la liquidation judiciaire de la société SFAR et désignant en qualité de mandataire judiciaire et liquidateur la SCP Jean-Jacques DESLORIEUX (Maître Jean-Jacques DESLORIEUX) 21 Boulevard de la République 71100 Chalon-sur-Saône ;

VU le rapport du 10 novembre 2020 de l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, rédigé à la suite de l'inspection des installations du 15 octobre 2020 et transmis au liquidateur judiciaire, représentant l'exploitant, dans le respect des dispositions de l'article L. 514-5 du code de l'environnement par courrier du 10 novembre 2020 ;

VU les observations de la SCP Jean-Jacques DESLORIEUX (Maître Jean-Jacques DESLORIEUX) représentant l'exploitant formulées sur ce projet par courrier en date du 30 novembre 2020 confirmant sa qualité de liquidateur du site « Zone Industrielle Henri Paul » et indiquant qu'un plan de cession du

site « Zone Industrielle Henri Paul » avait été arrêté par jugement en date du 7 octobre 2016 au profit de la société ALLIOSS ;

CONSIDÉRANT cependant qu'aucun changement d'exploitant n'a été effectué auprès du préfet sur ce site soumis à autorisation sur la commune de MONTCHANIN « Zone Industrielle Henri Paul » ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions et en l'absence de preuve que le repreneur a repris l'ensemble des activités visées par l'arrêté préfectoral visé ci-dessus, le liquidateur reste responsable au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au liquidateur judiciaire qui assure l'administration de biens d'un débiteur comprenant une installation classée pour la protection de l'environnement dont celui-ci est l'exploitant, de veiller au respect des obligations découlant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'absence de notification, par la SCP Jean-Jacques DESLORIEUX (Maître Jean-Jacques DESLORIEUX) représentant l'exploitant, au préfet de Saône-et-Loire de la notification de la date de l'arrêt définitif de l'installation classée de la société SFAR située Zone Industrielle Henri Paul sur le territoire de la commune de MONTCHANIN :

I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, « la gestion des déchets » présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R.512-39-3.

CONSIDÉRANT dans ces conditions que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SFAR, représentée par la SCP Jean-Jacques DESLORIEUX (Maître Jean-Jacques DESLORIEUX) 21 Boulevard de la République 71100 Chalon-sur-Saône, de respecter les prescriptions des articles R. 512-39-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société SFAR, représentée par la SCP Jean-Jacques DESLORIEUX, située au 21 Boulevard de la République à Chalon-sur-Saône, désignée liquidateur ès-qualités, elle-même représentée par Maître Jean-Jacques DESLORIEUX, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite Zone Industrielle Henri Paul sur le territoire de la commune de MONTCHANIN, de respecter dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

Les dispositions de l'article R.512-39-1 :

I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, « la gestion des déchets » présents sur le site ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où la mise en demeure ne serait pas respectée, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de ce même article.

ARTICLE 3 – MESURES DE PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de Montchanin pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Montchanin et retourné à la préfecture.
- conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de un mois (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>).

ARTICLE 4 – DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

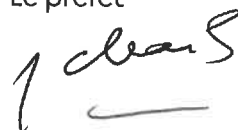
Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION – AMPLIATION :

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, le sous-préfet de l'arrondissement d'Autun, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de la commune de MONTCHANIN, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Mâcon, le **26 JAN. 2021**

Le préfet



Julien CHARLES